

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1  
Cours Jean Jaurès  
84000 AVIGNON

Avignon le 28 JUILLET 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FM FRANCE SAS**

RUE DE L'EUROPE  
57370 PHALSBURG

Références : D-00401-2022  
Code AIOT : 0006410923

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/06/2022 dans l'établissement FM FRANCE SAS implanté ZAC du Plan 84320 ENTRAIGUES SUR LA SORGUE. L'inspection a été annoncée le 22/03/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FM FRANCE SAS
- ZAC du Plan 84320 ENTRAIGUES SUR LA SORGUE
- Code AIOT : 0006410923
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- {Non Renseigné}

Le site FM Logistics d'Entraigues est une plateforme logistique qui emploie 138 personnes.

La plateforme est clairement dédiée autour de clients agroalimentaires mais conserve la possibilité de stocker des produits dangereux sous couvert de son classement SEVESO.

Le site fonctionne 24h/24 et 7j/7.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de la précédente inspection du 14 janvier 2021
- Classement administratif du site et modification d'exploitations
- Prise en compte de la réglementation 'post Lubrizol'
- produits chimiques

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 26/02/2020, article 2	/	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 16/12/2008, article n°1272/2008	/	Sans objet
3	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 06/07/2017, article 11 (9.2.7 modifié)	/	Sans objet
4	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 et 7.2.7	cf ci-dessous	Sans objet
5	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 7.3.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les écarts de la précédente visite d'inspection sont soldés. Cette visite, en ce qui concerne les points contrôlés, n'a pas donné lieu à non conformités nécessitant des suites administratives.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/02/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Cf tableau de l'arrêté préfectoral  ...]</p> <p>Le total des rubriques 4510-2 et 4741-2 ne devra pas dépasser 95 t. Le total des rubriques 1436, 4331 et 4734 stockées dans la cellule 3a (liquides inflammables) ne devra pas dépasser 774 t.</p> <p>L'établissement est classé SEVESO Seuil Bas par la règle de cumul Seuil Bas définie à l'article R. 511-11 du code de l'environnement au titre des dangers pour l'environnement (rubriques 4510, 4511 et 4734).</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment qu'il respecte les quantités autorisées au présent article, au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des matières stockées au sein de l'entrepôt daté de la semaine précédente est disponible à tout moment sur un serveur. Cet état est disponible par bâtiment et par type de produit combustible stocké selon la nomenclature des installations classées.</p> <p>Au jour de la visite, l'état daté du 30 mai 2022 a été fourni à l'inspection. Par exemple, 16 910 Tonnes de marchandises relevant de la rubrique 1510 étaient présentes dans 9 bâtiments du site.</p> <p>La quantité présente sur le site en alcools de bouche (rubrique 4755) est calculée de façon journalière. Au jour de la visite, 133 m3 étaient présents sur site (275 tonnes) .</p> <p>Le seuil SEVESO bas par la règle de cumuls des dangers n'était pas dépassé au jour de la visite.</p> <p>Aucun produit relevant d'autres rubriques 4XXX n'étaient présents au jour de la visite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Fiche de données de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 16/12/2008, article n°1272/2008
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vérification de la date de mise à jour de la FDS et sa conformité à CLP (Juin 2015)</li> <li>• Vérification de la mise en œuvre des mesures prévues au sein de la FDS (mesures concernant le stockage, l'élimination, la gestion des déchets...) ainsi que les éléments relatifs à la classification et l'étiquetage</li> <li>• Substance à autorisation : vérification que l'utilisation est couverte par une autorisation ou une demande d'autorisation en cours</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a consulté la FDS du produit 'Pepermint Alcohol Solute'. C'est un liquide inflammable de catégorie 2 de classe de dangers H225 et H319. La FDS est conforme à la réglementation. Les conditions de stockage n'appellent pas de remarques de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Mesures de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/07/2017, article 11 (9.2.7 modifié)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Article 9.2.7 modifié - Auto surveillance des niveaux sonores 9.2.7.1 - Mesures périodiques</p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan du chapitre 6.2 du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p>
<b>Constats :</b> <p>La société fait appel à la société QSC services qui est intervenue dernièrement en juillet 2020. Les résultats des mesurages font état de la conformité du site en terme de nuisances sonores. Le rapport devra être amélioré s'agissant de la preuve du bon raccordement métrologique des appareils de mesure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 4 : Exercice incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 et 7.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice de défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Annexe II &gt; 13. - Moyens de lutte contre l'incendie [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Article 7.2.7 -POI et Exercice de défense contre l'incendie</p> <p>Un plan d'opération interne est établi par l'exploitant. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, par mise en œuvre du plan d'opération interne. Il est renouvelé tous les deux ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>FM LOGISTICS réalise chaque année un exercice incendie (test du POI) et un exercice d'évacuation annuel. Ces exercices font l'objet de comptes rendus détaillés. Le dernier exercice POI date du 30/03/2021. Le scénario de l'exercice a été basé sur départ de feu du bâtiment B2 suite au percement d'une palette d'Alcools de bouche suivi d'un départ de feu</p> <p>A noter que le POI dans sa version 23 de novembre 2019, va évoluer prochainement vers sa version 4.</p> <p>L'inspection demande à ce que cette nouvelle version du POI puisse également être transmise au service départemental d'incendie et de secours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/06/2014, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les vérifications électriques annuelles sont réalisées auprès du bureau Qualiconsult.</p> <p>Les derniers rapports de vérification ont été présentés à l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport Qualiconsult (réf CDT 1-0-1 ind0) Q18 du 01/10/2021:</li> </ul> <p>Quelques remarques figurent au rapport dont de nombreux travaux à prévoir sur les blocs portes notamment .</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rapport Qualiconsult (réf 2022110050901) Q19 du 01/10/221</li> </ul> <p>Ce contrôle n'a révélé aucune anomalies.</p> <p>Les précédentes visites dataient respectivement du 06/01/2021 et du 10/07/2020.</p> <p>Les travaux et les interventions sont suivis via l'outil interne FM 'Maintenance Tracker' qui permet de suivre l'état d'avancement des travaux de maintenance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet